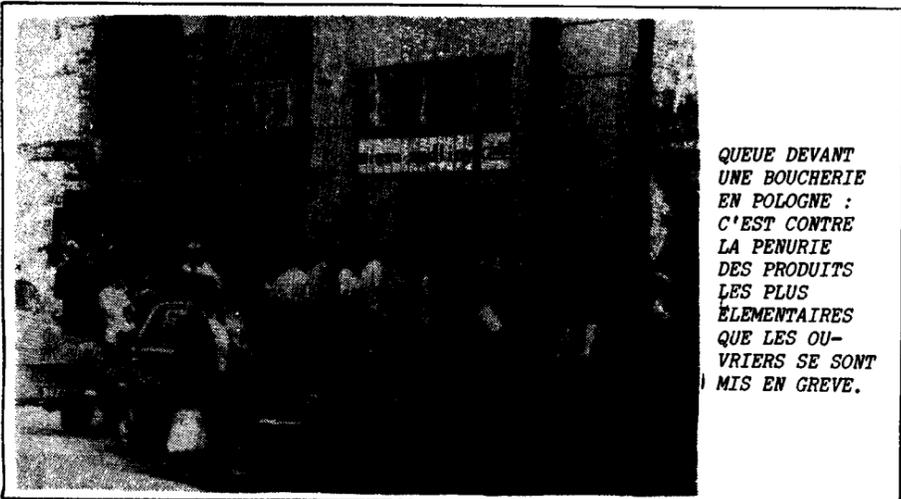


REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°76 AOUT 1980 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. Can.

POLOGNE - URSS : LES OUVRIERS EN LUTTE CONTRE L'ETAT CAPITALISTE



QUEUE DEVANT
UNE BOUCHERIE
EN POLOGNE :
C'EST CONTRE
LA PENURIE
DES PRODUITS
ELEMENTAIRES
QUE LES OU-
VRIERS SE SONT
MIS EN GREVE.

● Depuis le 1er juillet, une vague de luttes ouvrières ébranle pour la troisième fois en 10 ans l'Etat polonais. C'est là un fait hautement significatif du courage exemplaire et de la volonté combative d'un prolétariat qui l'on impose encore plus nettement qu'aillieurs en Europe les ravages de la crise, la formidable pression de l'économie de guerre, le militarisme et les rigueurs de la répression.

Ce mouvement éclate - comme en 70 et en 76 - à l'annonce d'une hausse des prix de produits alimentaires : les tarifs de la viande de second choix disponible directement sur les lieux de travail sont relevés de 60 % (elle était jusque là à environ moitié prix par rapport à la "viande en magasins" qui venait de subir une série de haus-

ses successives). Ce système particulier de double vente a une fonction précise : "les ventes directes en usine permettent aux autorités d'assurer un ravitaillement minimum et contrôlé dans les concentrations industrielles jugées sensibles" (Le Monde du 4 juillet) dans le cadre d'une pénurie chronique des produits alimentaires... Une telle hausse intervient au moment où la plupart des entreprises exigent des quotas de rendement supérieurs en vue "d'un accroissement sensible" de la productivité.

Spontanément et de façon quasiment simultanée, dans des dizaines d'entreprises, les ouvriers se mettent en grève à travers tout le pays - notamment à l'usine de tracteurs d'Ursus qui s'était déjà trouvée au coeur de la

confrontation avec le pouvoir en juin 1976 et dans une usine de boîtes de vitesses à Tczew à proximité de Gdansk et de la Baltique. Le mouvement de grèves s'étend très rapidement à d'importants centres industriels : à Varsovie, la capitale (usine de matériel électrique, ouvriers de l'imprimerie, livreurs de journaux...), à l'usine d'aviation de Swidnick, à Lodz, à Gdansk... Un peu partout, les ouvriers forment des comités de grève.

Le gouvernement s'empresse, cette fois, de faire ouvrir des négociations, usine par usine.

A Ursus, par exemple, une bonne partie des revendications ouvrières est immédiatement accordée : 10% d'augmentation des salaires, hausse des indemnités pour les travaux les plus nocifs et ... majoration de la prime de production. Ces concessions gouvernementales, destinées à éteindre les foyers d'agitation ont au contraire pour effet d'encourager d'autres secteurs à entrer en lutte. Le mouvement s'étend à d'autres villes. A Lublin où 17 usines sont en grève ainsi que les cheminots, c'est toute la population qui manifeste sa solidarité avec les grévistes.

Tandis que les négociations se poursuivent au coup par coup, les autorités cédant en moyenne près de 50% des hausses de salaire revendiquées, d'autres centres sont tour à tour touchés par des grèves : Zeran, Krasnik, l'aciérie Skolowa Wola, la ville de Chelm (proche de la frontière russe), Wroclaw notamment...

A l'heure actuelle, il serait prématuré de vouloir tirer un bilan exhaustif de ce mouvement. Cependant, par rapport aux vagues précédentes de l'hiver 70/71 et de l'été 76, apparaissent des différences nettes au moins sur deux points :

1) c'est l'ensemble des pays et des centres industriels parmi les plus importants (et pour la première fois la capitale) que le mouvement a touché, tandis que les événements de 70/71, malgré leur radicalité et leur degré d'organisation sont restés géographiquement limités aux ports de la Baltique (Gdansk, Gdynia, Szczecin).

Même la grève dans le textile à Lodz en février 71 qui se situait dans leur prolongement a été marquée par l'isolement. En juin 76, les foyers d'agitation de Radom et d'Ursus sont restés pratiquement complètement isolés (malgré la proximité de Varsovie).

En dépit d'un manque flagrant de coordination réelle entre les différents secteurs, villes, régions, la rapidité avec laquelle le mouvement de grève s'est propagé dans toute la Pologne représente une incontestable maturation de la situation.

2) La seconde particularité, la plus marquante, est que, les luttes ayant jusqu'ici été dominées par leur caractère insurrectionnel, cette caractéristique n'est pas apparue lors des dernières grèves. L'affrontement direct et violent avec l'appareil d'Etat dont l'expression la plus claire fut l'incendie du siège local du parti, c'est à dire du pouvoir d'Etat, par les ouvriers de Szczecin en 70 et de Radom en 76 a été étouffé. Ce n'est pas la détermination de résistance des ouvriers qui a varié, mais l'attitude du

gouvernement. Depuis dix ans, les dirigeants polonais vivent dans la hantise de nouvelles insurrections, et les événements de 76 ont confirmé le bien fondé de cette crainte dans le passé récent.

Ils ont acquis l'expérience que la plus féroce répression ne suffit pas pour enrayer la colère ouvrière. Chaque fois, ils ont dû renoncer à appliquer "le réajustement normal" des prix. Comme substitut, le gouvernement a tenté - notamment depuis 76 - de développer ses échanges commerciaux avec l'ouest ; le résultat a été catastrophique : la dette extérieure de l'Etat polonais envers les pays occidentaux et de l'OPEP s'est portée à plus de 20 milliards de dollars (représentant à elle seule le tiers de la dette globale des pays de l'Est). En même temps, l'Etat d'anarchie de l'agriculture, la situation de crise mondiale aiguë d'un secteur clef du pays comme les chantiers navals et surtout la pression renforcée de l'économie de guerre pour alimenter l'offensive russe en Afghanistan et le maintien des positions stratégiques du bloc dans le monde, conjugués aux difficultés habituelles des pays de l'Est (pénurie de biens de consommation, mauvaise qualité des produits, faible productivité, ...) ont fait de ce pays une des économies les plus délabrées dans le glaciaire de l'Est.

A la mi-juin, lors de la session du Comecon, les dirigeants polonais faisaient valoir comme leurs acolytes hongrois en particulier, leurs efforts pour opérer ce qu'ils appellent pudiquement "un assainissement économique" du pays et pour rétablir "la vérité des prix". Et d'énumérer la campagne de presse officielle pour la suppression des subventions d'Etat à la consommation, la réduction du budget de l'administration, les hausses importantes sur des produits dits "de luxe", comme le matériel électro-ménager ou les cigarettes, tout en insistant fortement sur "la prudence" qu'il leur fallait manifester dans la mise en application de telles mesures.

Cette prudence ne s'est pas démentie tout au long des grèves : pas de répression frontale, ce qui contraste avec les massacres perpétrés lors des affrontements dans les ports Baltiques des événements de Radom, une politique de négociations systématiques. Mais elle n'est pas nouvelle : les lourdes peines prononcées après les événements de 76 ont été peu à peu largement commuées, la censure sur la presse a été relâchée, permettant l'expression de revues culturelles comme "Nowa", non-alignées

(SUITE P.3)

SOMMAIRE

FRANCE	
Licenciements à "Franco-Belge"...	P.2
Rapport général de situation ...	P.6
INTERNATIONAL	
Zimbabwe: ouvriers et nouveaux maîtres.....	P.5
Iran: La "justice islamique"....	P.3
POLEMIQUE	
Le GCI et le bluff chez les révolutionnaires.....	P.4
VIE DE L'ORGANISATION	
Le IV ^e Congrès de R.I.....	P.4

LA PERSPECTIVE DU CHOMAGE MASSIF

● "Les prochaines années ne seront pas faciles", Raymond Barre a ainsi tracé à la télévision la perspective économique. Mais qui donc avait encore des illusions : les experts économiques ne discutent plus aujourd'hui de savoir si la crise se termine ou pas, mais quelle va être la profondeur de la récession dans les prochains mois ? Toutes les estimations sont constamment révisées en baisse. Aux Etats-Unis pour les six premiers mois de 1980, la chute de la production a été de 9,7% alors que l'inflation s'est maintenue à 14,8%. Pour la France, l'OCDE prévoit une baisse du PNB de 1,2% et n'attendrait une croissance que de 2 % en 1980. L'année 1981 nous est annoncée comme une année encore plus difficile. Et pourtant ces chiffres pèchent encore par optimisme : la crise s'accélère plus vite que nos experts bourgeois ne le redoutaient.

Dans ces conditions, partout dans le monde, les licenciements se font de plus en plus importants, des millions de travailleurs licenciés sont réduits à la misère, partout les chiffres sont

en progression : la classe ouvrière est de plus en plus durement attaquée. En Grande-Bretagne, le nombre de chômeurs atteint les chiffres de 1936. En fait en 1979 6,1% de la population active et devrait atteindre 7,5% en 1981, soit environ 2,2 millions de chômeurs. Mais la vérité sera certainement encore plus dure que ces chiffres officiels ne le laissent prévoir.

Comme au cours des années 70, ce n'est plus seulement le chômage des jeunes n'ayant pas encore travaillé qui se développe, mais celui des travailleurs actifs. Ce n'est pas seulement une partie de la classe ouvrière (celle qui se retrouve sans travail) qui supporte le poids du chômage. En réalité, c'est un fléau que subit toute la classe dans la mesure où : - pratiquement toutes les familles ouvrières sont touchées à l'heure où un jeune sur six est au chômage et reste donc à la charge de ses parents souvent sans indemnité;

(SUITE P.2)

"Baisse" du pouvoir d'achat

Comme le montre ce tableau statistique qui ne prend pas en compte, bien évidemment, la charge supplémentaire pour les familles ouvrières qu'a constitué l'entretien de "leurs" chômeurs, qui ne rend pas compte de la faiblesse du pouvoir d'achat de certaines catégories d'ouvriers pourtant nombreuses (jeunes, femmes, OS, immigrés), l'attaque de la bourgeoisie au travers de la baisse du pouvoir d'achat est restée faible comme dans l'ensemble des pays considérés, à l'exception de la G.B. L'érosion du pouvoir d'achat ne s'est

s'est fait le plus durement sentir. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance des jugements portés par les économistes bourgeois eux-mêmes qui s'enorgueillissent du fait que la classe ouvrière française soit restée l'une des plus productives et des plus disciplinées des pays de l'OCDE.

Augmentation du chômage

Plus d'un million cinq cents mille recensés et inscrits en 79, soit 6,1 % de la population active.

Ce chiffre qui ne prend pas en comp-

te chômage est resté relativement plus important à la périphérie de la classe ouvrière qu'en son centre (PME plus touchées que les grandes entreprises, régions de province plus que région parisienne) et a surtout frappé les jeunes, les femmes, les immigrés. Durant ces 4 années, les ouvriers sont restés encore minoritaires dans la population globale des chômeurs. Autant d'éléments qui permettent de comprendre pourquoi,

malgré l'importance du chômage, nous n'avons pas assisté au surgissement de comités de masse de chômeurs.

Confrontée à une dégradation sévère, mais encore relativement lente jusqu'en 79, de ses conditions d'existence, attaquée plus au travers de l'augmentation du chômage et des cadences qu'au travers de la baisse du pouvoir d'achat, davantage encore à la périphérie qu'en son centre et de façon générale encore, paquet par paquet, la classe ouvrière: - qui en 68 s'était trouvée à la pointe du ressurgissement du prolétariat international, en réalisant la "plus grande grève de l'histoire"; - qui au lendemain de 68 s'était trouvée "démoralisée" compte tenu de l'écart entre les espoirs qu'avait fait surgir son mouvement et les résultats qu'elle avait obtenus; - qui s'était trouvée ensuite globalement paralysée par la "peur" que suscite l'augmentation du chômage et surtout l'entreprise de dévoiement et de mystification mises sur pied par la bourgeoisie avec le Programme Commun; la classe ouvrière donc, n'est pas restée sans réagir, au contraire.

EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT OUVRIER
(Salaire moyen horaire)

	USA	JAPON	RFA	FR.	G.B.	IT.	Moyenne
1976	+ 3,1%	+ 4,2%	+ 2,5%	+ 3,8%	+ 0,3%	+ 7,3%	+ 3,6%
1977	+ 2,65%	+ 0,37%	+ 3,4%	+ 0,4%	- 4,9%	+ 7,17%	+ 1,5%
1978	+ 0,73%	+ 2%	+ 2,03%	+ 2%	+ 5,14%	+ 3,31%	+ 2,5%
1979	- 3,3%	+ 3,6%	+ 0,8%	- 1,2%	+ 0,4%	+ 4,66%	+ 1,1%

fait réellement sentir en France qu'en 77, date à laquelle ont commencé à se faire sentir les effets de la politique de Barre, la chute du pouvoir d'achat n'intervenant qu'en 79.

Augmentation des cadences

C'est avec le chômage, l'un des biais au travers duquel l'attaque des conditions de vie de la classe ouvrière

te ceux qui se sont faits radier pour ne pas s'être présentés au contrôle ou qui ne se sont pas tout simplement, inscrits, montre bien le niveau de l'attaque qu'a subie la classe ouvrière (à ce chiffre, il faudrait ajouter que seulement, aux dires des experts, sept cents mille d'entre eux touchent "une allocation décente").

Cependant, durant ces 4 années, le

LICENCIEMENTS A LA "FRANCO-BELGE"

LES SYNDICATS

PREPARENT LE TERRAIN

● L'année 80 a été marquée dans le Nord par une recrudescence des effets de la crise économique. Jamais les attaques contre la classe ouvrière n'ont été aussi violentes et aussi répétées ! Si l'industrie textile et l'industrie minière (charbon) ont été les premiers secteurs frappés et sont depuis 10 ans en pleine agonie, c'est maintenant l'ensemble des industries du Nord qui est concerné. Des centaines de licenciements menacent les ouvriers de Massey-Ferguson de Marquette, près de Lille (un des fiefs de la CGT); l'usine Peugeot de Lille connaît pour la première fois depuis la guerre le chômage technique, c'est le même cas pour la Manufacture des Tabacs. Le secteur du commerce petit ou gros n'est pas épargné et des centaines de licenciements pèsent sur les employés des grandes surfaces (Nouvelles Galeries à Lille, Minifix dans le Valenciennois). Ce qui restait de l'industrie textile est également menacé par les licenciements (Roubaix-Tourcoing...).

Dans quel contexte politique intervient le renforcement de la précarité de la condition ouvrière ? Les forces de conservation sociale dans le Nord, plus que partout ailleurs en France, présentent une diversité qui, encore aujourd'hui, parvient à masquer aux travailleurs la nécessité d'une alternative au capitalisme.

Héritant de toute une tradition ouvrière, la social-démocratie bien que déclinante, garde sous son influence des ouvriers peu enclins à s'aligner sur la politique du PCF. En sens inverse, le PCF, plus implanté dans les secteurs industriels récents (métallurgie, sidérurgie) se présente aujourd'hui comme "un parti révolutionnaire", "seule véritable opposition au collaborationisme ouvrier de classe du PS". Enfin, il faut tenir compte du poids non négligeable des forces catholiques : la jeunesse ouvrière catholique (JOC) embrigade un nombre assez important de jeunes ouvriers ou chômeurs livrés à eux-mêmes dans de multiples villes ouvrières du Pas-de-Calais. Enfin, dernier et extrême maillon de l'arsenal idéologique de la bourgeoisie, le gauchisme a fait une percée en 69-70 avec la montée des luttes ouvrières. Toutes ces forces concourent à entretenir l'influence des syndicats dont l'emprise dans cette région demeure relativement forte et dresse mille obs-

tacles à la lutte de classes.

Rappelons-nous le poids de la gauche en mai 1968 où la CGT a été capable de maintenir l'ordre social de façon plus conséquente qu'ailleurs. De même, il n'est pas possible de faire abstraction du poids de la CFTC dans le textile et les mines. On ne peut évoquer les luttes de l'an dernier à Usinor-Denain sans se souvenir des fameux slogans "Sauvons la sidérurgie", "Vivre et travailler au pays", manifestations les plus écoeurantes du corporatisme, du régionalisme et du nationalisme que les syndicats, toutes tendances incluses, tentent de propager chez les ouvriers. A ces dévoiements de la riposte ouvrière à la crise, il faut ajouter la continue concurrence que se mènent la CGT et la CFDT pour imposer chacun son hégémonie et sa stratégie militante. Cela particulièrement dans certaines situations où la souplesse de l'appareil CFDT lui permet de canaliser des expressions de la lutte ouvrière sur le terrain du capitalisme, s'opposant ainsi à une CGT rigide. Un tel scénario, apte à dérouter bon nombre d'ouvriers, fut particulièrement pesant lors des événements de Denain (printemps 79). Dans d'autres circonstances, cette fausse opposition se manifeste au sein même de la CFDT, comme à Usinor-Dunkerque où l'exclusion de l'union locale d'Usinor de la CFDT a donné à cette section son apparence radicale, renforçant ainsi des tendances au syndicalisme de base entretenues par les gauchistes. Parfois encore, c'est la CGT, jusqu'aboutiste, qui apparaît seule contre tous pour défendre les ouvriers (lors de la fermeture du dernier haut-fourneau d'Usinor-Denain, par exemple).

Depuis l'automne 79, la CGT et le PCF ont déployé toute une offensive destinée à redorer leur blason et surtout à prévenir une éventuelle relance des luttes ouvrières. Journées d'action, débrayages divers, marches, manifestations-promenades, tournée de G. Marchais dans le Nord, recrudescence de la propagande du PCF, etc... Rien n'a été épargné aux travailleurs dans le domaine de la démoralisation, de la propagande chauvine, des discours creux, des grandes phrases cachant le travail de sape de la résistance et de la combativité ouvrière par les centaines de militants de l'appareil cégétiste.

C'est dans ce contexte de rédeploi-

ment de la stratégie des stalinien plus que jamais déterminés à garder le contrôle des luttes que survient la liquidation de l'usine "Franco-Belge" de Raismes (2400 licenciements) qui entraînerait des milliers de licenciements dans les entreprises sous-traitantes.

Pour la bourgeoisie, le problème essentiel est que la question de la "Franco-Belge" ne serve de détonateur à une explosion sociale au moment où intervient la liquidation définitive d'Usinor-Denain. Pour ce faire, la droite fait traîner l'affaire jusqu'en septembre en assurant la paie des ouvriers jusqu'à cette date, leur promettant qu'à ce terme ils seraient ensuite réembauchés dans une nouvelle société. Les syndicats, eux, déploient leur stratégie habituelle pour désamorcer une riposte ouvrière qui s'est ponctuellement affirmée lors d'un débordement syndical suivi de l'attaque de l'Hôtel de ville par des ouvriers combattifs. La dernière action en date des syndicats est une "marche sur Paris" regroupant 500 à 600 travailleurs ayant pour objectif de venir à la rencontre d'une délégation (l'intersyndicale et le député !) venue négocier au Ministère, pour ensuite manifester au Crédit Lyonnais en signe de protestation contre l'attitude de ce groupe financier dans le règlement de l'affaire. Ces objectifs initiaux pourtant modestes du point de vue de leurs initiateurs (et pour cause !) n'ont pas été atteints à cause de contre-temps volontairement orchestrés : opérations de sensibilisation de la population aux moyens de tracts, aux péages des autoroutes et sur le chemin du retour, dans les gares de l'Est et du Nord. Et quels tracts ! Leur contenu accordant une grande part à ... la qualité des produits de la "Franco-Belge" et au prestige international de cette société !

Cette volonté d'user la combativité ouvrière se mène au nom de la compétitivité de la "Franco-Belge" enchaînant ainsi les ouvriers à la défense de l'économie capitaliste nationale, c'est à dire les enchaînant à la logique de la conservation de l'économie de profit et d'exploitation.

Chénier

CHOMAGE

(SUITE DE LA P.1)

- le nombre de chômeurs à un moment donné (1,5 million pour la France) n'est pas le nombre de travailleurs qui à un moment donné ou l'autre ont été touchés par le chômage : ce sont des millions et des millions d'ouvriers qui, dans un pays comme la France se retrouvent, un jour ou l'autre, pour une durée plus ou moins longue, "demandeurs d'emploi" comme dit la bourgeoisie; - les indemnités qui permettent aux chômeurs de survivre ne proviennent pas d'un don du ciel, elles sont prélevées sur le salaire des travailleurs qui restent au travail : ainsi les cotisations aux ASSEDIC et autres caisses de chômage sont passées de 0,40% du salaire en 1970 à 0,85% en 1974 et 2,40% en 1977. En fin de compte, l'augmentation du chômage est une attaque portée au niveau de vie de la classe ouvrière au même titre que la baisse des salaires nominaux réels.

Monsieur Barre prévoit des aides fiscales pour inciter l'investissement mais en ce qui concerne les chômeurs, notre professeur note "qu'un grand nombre d'indicateurs font apparaître, je ne dirai pas une amélioration de la situation, mais une moindre dégradation de la situation de l'emploi" (souligné par nous). Quel cynisme ! Nous n'en attendions pas moins d'un grand commis de la bourgeoisie. Il n'ose plus comme naguère donner pour conseil aux chômeurs de "créer leurs propres entreprises" pour pouvoir survivre face à une privation d'emploi.

La classe dirigeante nous explique que le chômage touche les femmes et les jeunes. Les chefs de famille travaillent toujours, pouvant subvenir aux besoins familiaux. En effet, les jeunes sont très durement frappés : de 13,3% en 1979 pour l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans, le chômage passera à 15% en 1980 et à 16,5% en 81. Malgré toutes les contorsions de la bourgeoisie pour cacher la réalité, ce chômage ampute très gravement le budget des travailleurs.

Plus encore, tout ce verbiage, même s'il décrit la composition sociologique du chômage, cache un phénomène plus profond : actuellement, le chômage frappe de plus en plus le coeur de l'industrie. De grandes branches de l'activité industrielles sont atteintes : les chantiers navals, l'acier et aujourd'hui l'automobile où se profile une concurrence mondiale très dure.

Oui, Monsieur Barre, le chômage existe, il est une plaie de votre système d'exploitation qui craque de partout ! Le chômage est si important que les caisses d'indemnisation ne peuvent plus subvenir aux besoins. Elles se vident dangereusement. C'est pourquoi, patronat et syndicats ont conclu un accord en mars 1979 applicable depuis le 1er janvier 1980 et qui réduit sérieusement les allocations aux chômeurs. Cet accord stipule qu'un travailleur licencié pour cause économique ne touchera plus 90% de son salaire, mais une allocation décroissante qui va de 70 à 55% du salaire antérieur et ceci pendant un an. Un travailleur licencié individuellement touchera des allocations encore plus réduites. Que leur restera-t-il au bout d'un an ? 22 F par jour pour vivre et entretenir leur famille, soit 660 F par mois ! Voilà la situation qui attend un très grand nombre de travailleurs et de familles.

Le chômage qui se généralise aujourd'hui dans tous les pays industriels montre à l'évidence que les prolétaires ne doivent rien attendre du capitalisme sinon plus de misère, plus de chômage. Toute la classe ouvrière est touchée, la bourgeoisie peut prétendre que pour lutter contre le chômage, il faut se serrer encore plus la ceinture, accepter encore plus de sacrifices, mais ce que chacun constate, c'est que plus on se serre la ceinture, plus l'austérité se fait forte, plus le chômage augmente. La crise ne cesse de s'approfondir, les années qui s'annoncent vont être très difficiles, mais la misère croissante du prolétariat se charge de montrer dans les faits que "les prolétaires n'ont que leurs chaînes à perdre et un monde à gagner".

M.R.

URSS/POLOGNE : les ouvriers en lutte contre l'Etat capitaliste

(SUITE DE LA P. 1)

sur les critères de propagande officielle. Toutefois cela s'est surtout marqué en ce que le gouvernement a laissé se développer les activités "oppositionalistes" du KSS-KOR (Comité de défense des ouvriers de Pologne et d'auto-défense sociale) qui a pu s'implanter dans les principaux centres industriels du pays, diffuser (jusqu'en occident) des brochures de propagande contenant nom, adresse et numéro de téléphone de ses animateurs.

De son propre aveu, le KOR entend agir "dans un cadre légal et non-clandestin" pour "le respect des droits des travailleurs définis par la constitution polonaise", dans le souci "d'améliorer la situation économique du pays par des réformes à petits pas" dont le but avoué est "l'indépendance nationale et la démocratie".

Dans cet esprit, ils préconisent le développement de "syndicats libres" dont le modèle serait les "commissions ouvrières" en Espagne (qui sont, on le sait, dominées par l'influence du PC).

Le KOR semble avoir disposé de toute latitude pour apparaître en première ligne aujourd'hui -notamment pour jouer un rôle important d'agence de presse dans les récentes grèves alors que le gouvernement gardait le silence sur elles. Ce serait un leurre terrible de croire à la possibilité réelle d'assouplissement du capitalisme d'Etat ; au contraire le développement de la crise du capitalisme laisse à la bourgeoisie de l'Est une marge de manoeuvre de plus en plus réduite ne pouvant préfigurer qu'une oppression et une exploitation grandissantes de la classe ouvrière, ainsi qu'une répression de plus en plus sanglante. Le KOR, contrairement à ce qu'il laisse croire ne représente pas une quelconque relève "démocratique" mais a pour seule fonction d'insuffler des mystifications au sein de la classe

ouvrière que le gouvernement s'avère incapable de faire accrédiéter. En premier lieu, l'amélioration du sort des ouvriers, la possibilité de réforme du système pour tenter de conjurer un affrontement inévitable. Mais la nature bourgeoise du KOR est identifiable le plus sûrement à l'un des traits dominants de sa propagande : le NATIONALISME.

Le KOR ne manque pas d'évoquer que la Pologne a toujours été, même sous les tsars-"le pays des insurrections contre la domination russe". Selon lui, plus il y aura des tentatives d'imposer des réformes au pouvoir d'Etat et de manifestations de volonté d'indépendance nationale, plus les autorités russes auront peur d'intervenir avec leurs chars.

Les événements de 56 en Pologne même et en Hongrie, de 68 en Tchécoslovaquie se sont chargés de démontrer exactement le contraire, et le PCP a pu rappeler en demi-teintes que les grèves "étaient de nature à éveiller l'inquiétude des amis du pays".

Non ! La défense des ouvriers polonais contre la menace réelle des chars russes ne se trouve pas dans le cadre national.

DES LUTTES QUI NE SONT PAS ISOLEES

A l'inverse, la question du lien entre les luttes des ouvriers polonais et le prolétariat soviétique est fondamentale.

Début mai, la plus grande usine de fabrication d'automobiles d'URSS à Togliattigrad sur la Volga, assurant à elle seule 55 % de la production du pays (700 000 voitures par an) était paralysée pendant 48 heures par la grève d'au moins 70 000 ouvriers et lancée

à l'initiative des chauffeurs d'autobus urbains qui voyaient leur charges de travail alourdis, pour protester contre les insuffisances chroniques de produits laitiers et de viande dans le pays. A la même période, dans une autre importante usine de fabrication de voitures et de camions, à Gorki (200 000 ouvriers), une grève éclatait pour des raisons similaires, 2 000 tracts manuscrits ont été distribués dans la ville et ont circulé de mains en mains.

En juin, c'est à son tour, une usine de fabrication de poids lourds, à Kama, dans la région de la Volga où des arrêts de travail ont eu lieu. De telles grèves, selon les déclarations du dissident Borissov ne constituant pas des faits exceptionnels, elles seraient même de plus en plus fréquentes mais ce sont des informations difficiles à obtenir et à contrôler.

Ainsi, pour la première fois, les luttes ouvrières se sont généralisées en Pologne à l'ensemble du pays, et pour la première fois, avec des grèves qui se manifestent en URSS, elles n'apparaissent pas comme un phénomène isolé dans l'ensemble des pays de l'Est.

Cette tendance affirmée à la généralisation des luttes dans les pays de l'Est représente une des caractéristiques essentielles des luttes actuelles par rapport aux luttes du passé. Même si les luttes comme en 70/71 en Pologne développaient un aspect plus radical que les luttes à l'heure actuelle, le seul fait que celles-ci vont dans le sens d'une généralisation A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR DES FRONTIERES représente un pas qualitatif autrement important pour le mouvement ouvrier.

Plus immédiatement encore qu'eux, la question de l'internationali-

sation de la lutte, promesse ouverte par la multiplication des luttes ouvrières non seulement en Europe de l'Est mais dans tous les pays du monde, se pose de manière aiguë.

C'est non seulement la seule voie qui se dessine, l'unique possibilité des ouvriers polonais, russes ou de n'importe quelle autre nationalité de sortir du cadre capitaliste et de l'enfer de l'exploitation, mais aussi de rompre en même temps avec la logique belliciste de la bourgeoisie et son issue meurtrière.

Si à l'Est, des manifestations de l'opposition à la guerre s'expriment (ainsi deux femmes animant une revue féministe qui ont été expulsées d'URSS pour avoir publié un article contre la guerre en Afghanistan), c'est l'internationalisation de la lutte de classe qui représente le plus sûr barrage contre la guerre.

La généralisation des luttes dans tous les pays de l'Est ne peut que saper les bases de la mystification nationaliste, mais elle est aussi un facteur de première importance à l'Ouest où ces luttes alimentent la prise de conscience du caractère identique de l'exploitation dans les deux blocs constituant une des meilleures cuirasses contre les tentatives de propagande guerrière des bourgeoisies occidentales.

Derrière cette propagande faite au nom de la défense des libertés et des droits de l'homme, contre qui essaient-on d'entraîner les ouvriers d'Occident à aller se battre ? Contre d'autres prolétaires qui, sous nos yeux montrent à l'évidence que leur véritable guerre est dirigée, comme à l'Ouest, aujourd'hui, contre leurs exploités et leur condition d'exploités.

Y.D

executions en Iran : LA BARBARIE DU CAPITAL ET L'HYPOCRISIE DES DEMOCRATES

Ce qui se passe en Iran est réellement ignoble. Les exploits des "pasdars" et autres "révolutionnaires" en soutane, la "justice" des "tribunaux islamiques" orchestrée par le sinistre inquisiteur Khomeini, les massacres des minorités ethniques ou religieuses, les exactions de toutes sortes ont rapidement permis à la jeune "république islamique" de rejoindre, dans l'ignominie, la monarchie déshuée et ses seldes sanglants de l'armée et de la Savak. Aujourd'hui, en Iran, on meurt parce qu'on est Kurde ou Bahai, parce qu'on est soupçonné d'être drogué, homosexuel ou femme adultère ou simplement parce qu'on est accusé de manquer de respect à l'égard de la "justice islamique" dès qu'on proteste contre une décision d'un tribunal de mollahs. Et pour courser les choses, on en vient à déterrer les vieux supplices du Moyen-Age ou de l'Antiquité telles que la lapidation. Les révolutionnaires dénoncent ces actes de barbarie comme ils dénoncent toute la barbarie qu'une société d'exploitation, d'oppression et, de surcroît, en pleine décadence fait subir à l'espèce humaine. Mais si leur condamnation de cette barbarie est sans appel, et justement parce qu'elle ne souffre pas de compromissions, les révolutionnaires dénoncent avec la même énergie les campagnes idéologiques que développe aujourd'hui la bourgeoisie "démocratique" autour des événements d'Iran.

● En France, et notamment depuis la tentative d'assassinat de Bakhtiar, la presse se déchaine contre les horreurs commises par la "révolution" d'Iran. Avec insistance, on fait le compte des exécutions dont chaque jour nous apporte un nouveau lot. Comme pour toute campagne d'intoxication à vaste échelle, les arguments sont simples, quelquefois simplistes. Ils n'en sont pas pour cela moins hypocrites et dangereux. Ils s'articulent autour de deux thèmes :

- les actes de barbarie commis en Iran résultent du fait qu'il y a la "révolution" ; conclusion suggérée : "A bas la révolution ! Toute forme de révolution".

- seul un gouvernement fort, inspiré des principes démocratiques et libéraux peut mettre fin aux exactions actuelles : "à bas le mauvais Khomeiny ! Vive le bon Bani Sadr ou le bon Bakhtiar !" ; conclusion suggérée : "peut-être sera-t-il nécessaire que le bloc occidental -le "monde libre"- intervienne directement pour "aider" un tel gouvernement à prendre les choses en main".

Pour appuyer le premier argument, certains commentateurs font remarquer que la révolution française n'a pas été tendre non plus et que la 1ère république s'est livrée en Vendée à de véritables massacres. "Voyez, laissez-ils entendre, rien ne sert de vouloir renverser par la force un régime d'oppression. En fin de compte, le remède est pire que le mal. Toute révolution porte en elle son lot de massacres et d'actes de barbarie. Autant y renoncer de façon définitive". Ce langage n'est pas nouveau : c'est celui que la bourgeoisie

occidentale et "démocratique" nous a servi au moment de la dégénérescence de la révolution en Russie et de la montée de la terreur stalinienne. Faisant flèche de tout bois, elle essaye aujourd'hui, face à une montée générale de la lutte de classe, d'utiliser les atrocités commises en Iran afin de dissuader le prolétariat de reprendre le chemin de la révolution. Ce qu'elle ne précise pas, c'est que, pas plus que le régime existant en Russie n'est socialiste, les événements présents d'Iran ne sont révolutionnaires.

La révolution prolétarienne sera nécessairement un acte violent. Face à la formidable et terrifiante résistance que la classe exploiteuse ne manquera pas d'opposer à la menace de disparition de ses privilèges et de son existence même comme classe, le prolétariat ne pourra se permettre aucune faiblesse. Cependant, porteuse d'une société d'où sera bannie toute violence entre êtres humains, qui émancipera l'homme de ses chaînes millénaires, la classe ouvrière ne pourra utiliser les méthodes propres aux classes exploiteuses et qui ont nom : terreur, génocide, supplices, fanatisme, obscurantisme, comme c'est le cas entre autres dans la Russie stalinienne et dans l'Iran des ayatollahs.

Brejnev et Khomeiny se prétendent "révolutionnaires" et cela arrange la bourgeoisie des autres pays qu'ils passent pour tels : le visage hideux de ce qu'ils représentent permet de mieux faire accepter celui de Carter, Giscard, Schmidt et autres Thatcher.

Pourtant, ils sont bien placés ces personnages pour dénoncer la "barbarie

des autres" !

Carter n'appartient-il pas à un parti qui a pris, avec Truman en 1945, la responsabilité du massacre atomique des populations d'Hiroshima et Nagasaki, qui, avec Kennedy et Johnson, a jeté les USA dans la guerre du Vietnam ? Carter, lui-même, le grand défenseur des droits de l'homme, n'a-t-il pas apporté jusqu'au bout un soutien actif au régime corrompu et sanguinaire du Shah, Shah auquel il a décerné un certificat de bonne conduite en déclarant qu'il avait la même conception des droits de l'homme que lui-même ? Pour une fois, il disait vrai : l'un et l'autre ont le même mépris pour la vie des hommes.

De son côté, Schmidt n'appartient-il pas à cette même social-démocratie allemande qui s'est illustrée en 1919 dans le massacre des ouvriers ? N'était-il pas personnellement à la tête d'un Etat qui se livrait sur ses prisonniers politiques (groupe Baader) à la torture raffinée de la privation sensorielle et qui les a "suicidés" quand cela s'est révélé opportun.

Pour sa part Giscard, notre "libéral avancé", notre "démocrate français", n'apporte-t-il pas un soutien actif, militaire quand c'est nécessaire, à tous ces régimes du Moyen-Orient et d'Afrique qui n'ont rien à apprendre d'un Shah d'Iran dans le domaine de la corruption et des atrocités ? Le satrape Mobutu ne lui doit-il pas son pouvoir ? Le fou sanguinaire Bokassa n'était-il pas son "cher parent" avant qu'il ne commette l'erreur de se laisser voir par trop de témoins en train de massacrer des écoliers.

Quant aux bonnes âmes de la gauche française, notamment celles du PS, qui s'indignent avec un même élan tant devant les atrocités d'Iran, que devant celles d'Afghanistan, qui dénoncent vertueusement l'hypocrisie de Giscard et la complicité du PC à l'égard des massacres de Kaboul, elles sont également bien placées pour jouer les puces effarouchées. N'est-ce pas ce même PS qui, au milieu des années 50, dirigeait la répression contre les populations algériennes ? N'est-ce pas le même Mitterrand qui, comme ministre de l'intérieur et ministre de la justice avait une responsabilité directe dans la répression, les procès et les exécutions ?

Si, aujourd'hui, tout ce beau monde s'indigne à propos de l'Iran, ce n'est certainement pas parce qu'il serait réellement affecté par les atrocités qui s'y déroulent. Des atrocités, ces personnages, et avec eux les organes "d'information" au service de la classe régnante, les cachent, les justifient, les soutiennent ou en prennent directement la responsabilité quand cela correspond à leurs intérêts. Ce qu'ils reprochent fondamentalement au présent régime iranien c'est d'être incapable d'imposer "l'ordre" dans le pays, de ne pas remplir son rôle de gendarme du Moyen-Orient pour le compte du bloc américain (1), comme c'était le cas du temps du Shah.

C'est là le deuxième volet de la campagne idéologique actuelle, pour le moment le plus important : préparer la population à une éventuelle "ingérence" dans la scène politique iranienne si celle-ci n'évolue pas conformément aux vœux du bloc US. Dans ces préparatifs, la bourgeoisie française s'est attribué le rôle de protecteur de celui qui, face à l'impuissance prolongée de Bani Sadr, semble bénéficier des faveurs du bloc occidental pour la succession du régime de Khomeiny : Bakhtiar. Elle a déjà une certaine habitude de ce genre de pratiques : n'avait-elle pas procédé de cette façon avec Khomeiny quand il était devenu clair que les jours de la monarchie étaient comptés. Avec son hypocrisie habituelle, elle annonce que c'est par tradition du respect du "droit d'asile" qu'elle procède ainsi. C'est une tradition qu'elle avait pourtant "oubliée" pour Klaus Croissant, Piperno et autres "terroristes" pourchassés par les polices de leur pays.

Ainsi, c'est dans le cadre général des préparatifs vers une 3ème guerre mondiale que s'inscrit la campagne présente sur les "atrocités" en Iran. Comme toujours, c'est au nom de la défense de la "civilisation", de la paix et du "bonheur des peuples", de la lutte contre la barbarie, que le capitalisme prépare la forme extrême de sa propre barbarie : l'holocauste impérialiste généralisé.

le 26.07.80 F.M.
(1) Pour une analyse plus précise de la place de l'Iran dans le dispositif du bloc impérialiste américain, voir RI n°74 ainsi que la Revue Internationale n° 22.

IV^e CONGRES DE R.I.

● La section en France du CCI a tenu fin juin 1980 son 4^e congrès. Toutes les questions abordées s'inscrivent dans les orientations dégagées lors du 3^e congrès du CCI en juillet 1979.

A l'ordre du jour de ce congrès :

- 1) Nos activités, notre organisation;
- 2) Analyse de la situation :
 - internationale
 - en France
 - analyse de la lutte de classe
 - crise dans les pays de l'Est;
- 3) Perspectives et orientations de notre travail.

Nous publierons dans notre journal de septembre les résolutions que les rapports et les discussions nous ont amené à prendre : Résolution sur la situation internationale, Résolution sur la situation en France, Résolution sur le regroupement des révolutionnaires. Dans ce journal, les lecteurs pourront déjà lire la première partie du rapport sur la situation en France présenté lors du congrès.

Notre congrès a mis en relief que l'alternative est plus que jamais révolution ou guerre. La crise du capitalisme mondial continue à s'approfondir à l'Est comme à l'Ouest. En France, une des nations où le capital résiste moins mal qu'ailleurs jusqu'à présent, toutes les prévisions annoncent une nouvelle récession. La bourgeoisie, mondialement, s'est maintenant rendue à l'évidence que la seule issue à la crise, pour elle, est une troisième guerre mondiale. Face à cette crise et devant la nécessité d'intensifier ses dépenses d'armement, elle se livre à des attaques de plus en plus pressantes contre la classe ouvrière, tout en cherchant à lui imposer une optique guerrière, soit en lui présentant la guerre comme une fatalité, ce que fait la droite, soit en minimisant ou tout simplement en niant la possibilité de celle-ci, ce que fait la gauche.

Cet aspect global de la situation, les rapports entre la guerre et la lutte de classes ont constitué un volet important de nos discussions. Nous ouvrons d'ailleurs le mois prochain nos colonnes à une polémique interne sur cette question.

De ce congrès s'est dégagée la conscience que les luttes d'aujourd'hui vont se développer et que dans les années qui viennent, des combats gigantesques attendent le prolétariat.

Avant d'aborder la question de la lutte de classe elle-même, son stade actuel, ses perspectives, les questions qu'elle pose, etc..., il était nécessaire de considérer à la fois les conditions générales dans lesquelles elle se déroule : conditions politiques, économiques et sociales et les lois générales qui, dans la situation historique actuelle déterminent sa dynamique.

C'est seulement de cette manière qu'il était possible de déterminer les possibilités et les perspectives des luttes ouvrières à l'heure actuelle ainsi que d'essayer de répondre, ou tout au moins de bien voir les questions qu'elles posent ou ont déjà posées ces derniers mois. Le rapport sur la lutte de classe sera publié dans la prochaine Revue Internationale.

Parmi toutes ces questions que pose et qui se posent à la classe ouvrière au travers de sa lutte, nous avons été amenés en particulier à cerner les causes et les conséquences de ce que l'on appelle "la gauche dans l'opposition", et nous avons tenté d'approfondir la compréhension de ce phénomène et l'arme contre la classe ouvrière qu'il représente.

C'est ce travail constant d'analyse qui nous a permis de comprendre, dans le cours général, le moment de la remontée des luttes et d'intervenir, en France par exemple, dans les luttes du printemps 79, notamment celles des sidérurgistes. Nous avons alors appelé,

contre les syndicats, à l'extension et à la centralisation du mouvement, au moment où les mêmes problèmes se posaient aux sidérurgistes allemands et où des grèves s'intensifiaient à Paris, dans les Banques et les Assurances notamment.

C'est aussi ce travail d'analyse que nous avons développé sur les caractéristiques de la crise dans les pays du bloc de l'Est qui nous permet aujourd'hui de mieux comprendre le développement des luttes dans ces pays (cf. l'article dans ce journal sur les grèves en Pologne).

L'influence des révolutionnaires est encore faible, il est vrai, mais c'est avec la généralisation grandissante du mécontentement et des luttes que leur écho se développera, la théorie se manifestant alors de plus en plus comme force matérielle. Si en 1978, RI concluait son congrès en disant : "l'intervention des révolutionnaires aujourd'hui s'accroît, va prendre de plus en plus d'importance dans la lutte de la classe et n'en est encore qu'à ses tout débuts", cet accroissement est maintenant devenu une réalité. La majorité des questions débattues étaient celles que nous avons directement rencontrées en intervenant dans les luttes.

Le débat sur ces questions essentielles de la lutte de classes doit se développer non seulement au sein de notre organisation mais aussi entre tous les éléments et organisations révolutionnaires. Le résultat de la troisième Conférence Internationale, sur ce plan là (voir l'article paru dans le journal de juillet) a montré que certaines organisations prolétariennes ne l'ont pas compris. Le CCI, lui continuera à promouvoir ce travail qui va dans le sens d'un renforcement et de l'unification non seulement des révolutionnaires mais, à plus long terme, de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour effectuer ce travail, intervenir efficacement dans la lutte de classes et contribuer le plus possible au développement et à l'unification des révolutionnaires, nous avons dans les perspectives d'activités qui se sont dégagées dans ce congrès, exprimé la nécessité d'une ouverture plus grande de l'organisation sur l'extérieur en continuant à suivre de très près l'évolution de la situation sous tous ses aspects : situation générale, lutte de classes en particulier, ainsi que l'évolution du milieu révolutionnaire.

Pour répondre à la situation actuelle et à ses possibilités et être "en prise directe avec elle", ce souci d'ouverture doit se concrétiser par un développement plus grand d'échanges et de confrontations sur un terrain de classe. C'est pour cela que nous avons décidé, non seulement de continuer à publier dans notre journal des polémiques internes mais aussi d'ouvrir nos colonnes à des contributions, des critiques, des points de vue émanant de sources externes à notre organisation.

Secrétés par la classe, partie avancée de cette dernière, les révolutionnaires s'organisent pour tenter avec acharnement d'approfondir les questions qui se posent à l'ensemble de la classe, en vue d'intervenir en son sein pour en accélérer la compréhension. Notre travail a pour but l'intervention afin de contribuer à ce que la classe ouvrière, dépassant ses faiblesses, affronte cette période avec le maximum de conscience et d'organisation. Seul, le prolétariat peut faire basculer le vieux monde et le reléguer dans la préhistoire. Cette tâche historique gigantesque est nécessaire, elle est désormais possible.

Groupe Communiste Internationaliste

LE BLUFF CHEZ LES REVOLUTIONNAIRES

● Nos lecteurs savent, qu'à égal écart du triomphalisme et du pessimisme, nous regardons sans complaisance l'état de force réel du mouvement révolutionnaire, à l'heure où la situation capitaliste requiert de sa part une intervention qualitativement accrue dans la classe ouvrière.

Dans cet examen des forces et faiblesses réelles, le moins préoccupant n'est pas de constater, parmi nos rangs, sinon de nous-mêmes, CCI, l'existence d'aberrations plus graves encore que le sectarisme et qui ne se jugent même pas d'abord au plan politique, mais à celui de l'infantilisme de groupe et de la pathologie collective.

Telles sont, par exemple, la mythomanie et le bluff érigés en pratiques militantes d'un groupe comme le GCI - groupuscule à la puissance deux au sein d'un mouvement révolutionnaire lui-même tout petit- qui croit sans doute pouvoir relativiser le poids de ses responsabilités propres du fait de l'état des choses.

De quoi parlons-nous concrètement ? Le 10 mai courant, à l'occasion de la manifestation de la CFDT et de certains gauchistes "contre" la Loi Bonnet-Stoléru, un collectif émettait à Paris un tract intitulé : "Egalité des droits ou unité de classe". Ce tract dénonçait la mystification des "droits démocratiques" et accusait la manoeuvre de dévouement syndicalo-gauchiste; il appelait enfin à l'unité de classe véritable entre travailleurs français, immigrés, chômeurs et actifs.

Des travailleurs, réfléchissant à ces questions, ont pu, touchés par les distributeurs du tract, l'estimer extrêmement intéressant et indéniablement révolutionnaire, par son contenu autant que par l'intention d'intervention même qui l'a motivé. Certains d'eux, peut-être, ont pu même par la suite éprouver le besoin d'entrer en contact avec ses responsables, dont

les noms, très officiels d'apparence, clinquants en plus, s'étagent au bas du tract : *Unité Proletarienne, Comité des Hospitaliers en lutte, Comité d'Interim, GCI et Groupe Karl Liebknecht*. Or, à part celle du Comité d'Interim, aucune adresse de contact !

Simple oubli des signataires, manque de réflexe militant, étourderie de second plan ? A la vérité, les quelques personnes qui auront pu, au delà du handicap de départ, s'entêter à poursuivre leur idée de contact, seront, le cas du Comité d'Interim mis à part, peut-être, tombés sur du vent : les groupes "Karl-Liebknecht" et "Unité Proletarienne", inédits le 9 mai se sont évanouis le 11 dans la nature. Ou plutôt : derrière eux (et même les deux comités), ces personnes supposées -des membres du CCI par exemple- ont pu avoir la surprise de retrouver sous des casquettes différentes, les mêmes quelques militants du GCI en France.

Qu'est-ce que signifie ce tour de passe-passe, ce jeu de travestissement et d'escamotage de la réalité ?

A quelle idée politique douteuse correspond-il ? C'est assurément au GCI qu'il faut le demander d'abord.

Pour notre part, nous avons été amenés à connaître d'assez près les méthodes du GCI, dans le cadre hospitalier, à travers ses membres ou ses sympathisants directs. Sous le prétexte d'opérer l'alliance de la théorie et de la pratique dans le creuset de la lutte vive, les militants du GCI et affiliés, fixent autour d'eux quelques éléments ouvriers, plus combattifs peut-être, de leur propre milieu professionnel, et, suivant qu'on parle des nécessités de la lutte immédiate ou qu'on discute de la question syndicale à un niveau plus politique et général, on s'organise occasionnellement avec ces éléments pour faire ici : un "comité de lutte", là un "groupe Karl-Liebknecht" (noyau politique ou cercle de discus-

sion, on ne sait trop, ni le GCI sans doute !). Et voilà comment, à notre avis, le GCI à partir de trois ou quatre personnes, parvient à faire cinq groupes. Ni vu, ni connu, je t'embrouille, et conseil pratique aux autres candidats mégalomanes ! La classe ouvrière là-dedans, quelle importance !

Nous faisons confiance au GCI pour argumenter politiquement ses attitudes, lui dont les membres ont quitté le CCI, il y a deux ans, entre autres raisons à propos de cela. Ils le feront, peut-être, et nous aurons alors l'occasion de discuter plus sur le fond. Mais soyons sérieux, dans cette affaire de groupe "Karl-Liebknecht" et autres, il ne s'agit pas de politique en premier lieu. Les révolutionnaires ne sont pas en accord mais ils peuvent -et doivent- discuter sur : comment intervenir auprès de la classe ouvrière; sur le fait de savoir qu'un militant politique est aussi, en tant que travailleur, élément direct de la lutte ouvrière; sur la question de la réalité de "noyaux ouvriers", qui peuvent en effet surgir spontanément de la lutte et se faire d'eux-mêmes et de leur rôle une idée plus ou moins fautive ou vraie. Nous pouvons discuter là-dessus, outre avec ces "noyaux" eux-mêmes quand ils existent vraiment, avec le GCI aussi bien qu'avec le PIC ou Battaglia Comunista, ces derniers, malgré toutes leurs confusions, montrant, à la limite, un plus grand sérieux que le GCI.

Mais là, en faisant exister des groupes sur le seul papier à tract, on pourrait taxer le GCI d'esbroufe, voire d'escroquerie politique. A ce niveau de quoi discuter... ? Mais peut-être ne s'est-il agi pour le GCI que de se soulager de cette angoisse que parfois éprouvent les révolutionnaires devant leur isolement prolongé face à l'ensemble de la classe ouvrière ? Le GCI au-

rait voulu se sentir moins seul. L'essentiel est de dire que, si les révolutionnaires peuvent se bluffer eux-mêmes, leur propre fantasme peut contribuer à semer les illusions et les mystifications en dehors d'eux. L'exemple du tract démontre que les révolutionnaires peuvent avoir des positions ponctuellement justes à côté d'attitudes inconséquentes.

Ramenons toutefois les choses à leurs justes proportions. Aujourd'hui, l'impact des révolutionnaires dans leur classe est encore trop infime pour que des aberrations comme celles du GCI aient des conséquences profondes, sinon à dégoûter les quelques ouvriers qu'ils touchent. Mais dans une perspective qui va conduire les révolutionnaires à développer leur rôle politique, il n'est pas possible que ceux-ci ne cherchent à se décharger des lourdes tares infantiles que la longue période de contre-révolution continue à faire peser sur eux, et qui auraient demain des incidences catastrophiques.

Il importe, en tout cas, qu'un tel fantasme volontariste, n'entrave pas le chemin réel du développement de la lutte et de la conscience de classe. Il revient en toute première instance à la classe ouvrière elle-même, par le cours pratique de sa lutte et en fonction de ses vrais besoins politiques de condamner impitoyablement les bluffs "révolutionnaires"; de rejeter sur la touche ceux des communistes qui, tout en offrant leurs services de direction, sont inaptes, ainsi que le GCI l'a montré lors de la Troisième Conférence Internationale, à comprendre, un tant soit peu, ce que sont les responsabilités de militants de la classe ouvrière. Qui plus est à l'heure, répétons-le : très grave, où la situation capitaliste les commande impérativement aux révolutionnaires.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

LILLE

Vente au marché de Wazemmes, le dimanche 24 août, de 10h. 30 à 12h.
Stand à la braderie le week-end suivant.

NANTES

Permanence le 28 août, au Café Hôtel de Ville, de 19h. à 20h.30.
Vente au marché Talensac, le 2ème samedi.
Réunion Publique, le 13 septembre à 17h., au Centre social des Bourderies, rue St Bressin, sur le thème : **L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.**

PARIS

AVIS : **DESORMAIS LES REUNIONS PUBLIQUES ET LES PERMANENCES SE TIENDRONT LES VENDREDIS SOIRS ET NON PLUS LES SAMEDIS.**
Réunion publique, le vendredi 12 septembre, à 20h.30, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), thème pas encore déterminé.
Permanences tous les vendredis sauf le vendredi de la réunion publique, à 20h., même adresse (salle orange).

SAINT-NAZAIRE

Réunion publique le samedi 20 septembre à 17h., au Foyer des Jeunes Travailleurs, sur le thème : **L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.**

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 22 août à 21h., le lieu sera précisé par voie d'affiche, sur le thème : **L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE SE FERA CONTRE LA GAUCHE ET LES SYNDICATS.**
Ventes au marché aux légumes sur le Boulevard de Strasbourg (près Place Jeanne d'Arc) et aux puces de St Sernin le 2ème dimanche du mois, de 10h.30 à 13h.

VALENCIENNES

Vente au marché du centre, le samedi 9 août de 10h.30 à 12h.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gm AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

weltrevolution

écrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

internationell revolution

écrire l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm- Suède

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
● La publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
● La republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
● La publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

REVUE INTERNATIONALE N°22

-3ème Conférence Internationale des groupes de la Gauche Communiste internationale.
-Théories des crises (Marx, Lénine, Luxembourg).
-Allemagne de l'Est : crise et économie de guerre.
-Sur la publication de textes à propos de la guerre d'Espagne :
-Bilan ("Contre-révolution en Espagne")
-Union Communiste ("Chronique de la révolution espagnole").

BROCHURES

- Nation ou classe
- Congrès de R.I. 78
- Organisations communistes et conscience de classe
- Les syndicats contre la classe ouvrière
- Plate-forme de R.I.

INTERNATIONALISME

N°44

Tribunes socialistes.....	P.2
Le gouvernement Martens III..	P.2
Services publics.....	P.3
Corée du Sud.....	P.4
L'unité cachée de la CEE.....	P.5
Yougoslavie.....	P.5
3 ^e Conférence Internationale.....	P.6
Les grèves en Suède.....	P.6
La perspective du communisme.....	P.8

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par Les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

RHODESIE - ZIMBABWE

LES OUVRIERS FACE AUX NOUVEAUX MAITRES

● Le 4 mai, 9 000 ouvriers de la plantation de sucre de "Hippo Valley" se mirent en grève. Le même jour débuta une grève de 3000 mineurs au "Wankie Colliery" à côté de Salisbury. Ces grèves ont marqué le point de départ de la seconde vague de grèves des ouvriers au Zimbabwe depuis l'accord "interne" qui a porté le "marxiste" Mugabe au pouvoir. Plus de 30 000 ouvriers ont été impliqués dans une série de luttes différentes pour les salaires, les conditions de travail et la défense des victimes ouvrières.

Ces grèves montrent, que, contrairement aux affirmations des gauchistes, les ouvriers n'ont RIEN gagné à la "libération" du Zimbabwe. Comme dans tous les pays, les ouvriers au Zimbabwe ne peuvent gagner que par leurs actions propres, par une lutte contre leur propre bourgeoisie, qu'elle soit blanche ou noire. Le gouvernement Mugabe, comme tout autre gouvernement bourgeois n'a réussi à offrir aux ouvriers rien d'autre que l'exploitation.

Quand les ouvriers luttent pour se défendre contre la pauvreté et la détérioration de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, la bourgeoisie répond par des manœuvres détournées, par la violence, ou les deux à la fois. Tout comme à l'Ouest, le ZANU (1) a utilisé son image de gauche pour tenter d'apaiser les grèves. La première vague de grèves fut stoppée

par l'intervention personnelle de Kumbirai Kangai, le ministre du travail, qui alla dans les centres ouvriers pour persuader les grévistes de retourner au travail. Mais le gouvernement s'est rendu compte que la seule phraséologie de gauche ne serait pas suffisante pour enrayer la seconde vague de grèves. Prenant conscience de la nécessité d'un contrôle plus permanent du mécontentement ouvrier, le gouvernement Mugabe est en train de mettre en place un réseau de soi-disant "comités ouvriers". Ces comités ne sont que des syndicats sous un autre nom, tentant de remplir la même fonction que les syndicats à l'Ouest - celui de contenir et de détourner les luttes de classe.

Mais les syndicats du Zimbabwe n'ayant pas l'expérience d'encadrement des luttes de leurs homologues bourgeois européens n'ont pas réussi à prendre les ouvriers au piège. Les ouvriers du "Wankie Colliery" et de la plantation de sucre de "Hippo Valley" ont refusé de constituer des comités de négociation, qu'ils comprenaient n'être qu'un piège tendu par le gouvernement pour les faire retourner au travail. Le gouvernement n'hésita pas à avoir recours à la violence lorsqu'il réalisa que ses tentatives pour mettre fin à la grève par des moyens "pacifiques" avaient échoué. Les troupes du gouvernement tirèrent sur des grévistes dans une mine de nickel à côté de Ga-

tooma. Les ouvriers de "Hippo Valley" rentrèrent au travail après l'intervention des troupes gouvernementales. Des patrouilles de police furent organisées au "Wankie Colliery" (où les ouvriers n'avaient pas repris le travail), pendant que des unités de la "Rhodesian African Rifles" (Patrouilles Africaines de la Rhodesie) assuraient la marche des principaux points de la mine.

Pour tenter de mettre fin aux affrontements entre fractions bourgeoises rivales - principalement entre le ZANU et la ZIPRA - qui avaient marqué le premier mois de l'indépendance zimbabwéenne, 1000 policiers avaient été déployés dans les quartiers noirs autour de Salisbury. Mais quand Mugabe a affirmé qu'il prendrait les "mesures les plus énergiques" pour briser la violence, il ne se référait pas tant aux convulsions internes à sa propre classe que d'abord et avant tout à la lutte de la classe ouvrière. Ainsi, dans le premier mois de la prise du pouvoir du ZANU, les ouvriers ont été confrontés à la réalité de la "libération" : la répression, nue et brutale, de la dictature de la bourgeoisie.

Les ouvriers continuant à lutter, le gouvernement Mugabe sera contraint de prendre des mesures plus dures pour consolider son pouvoir. Confrontés à une pauvreté extrême, renforcée par l'effondrement de l'économie, les ouvriers du Zimbabwe ont devant eux une

lutte difficile face aux mystifications nationalistes et aux forces de répression. La seule voie pour faire face à ces difficultés immenses, en particulier l'isolement, passe nécessairement par un rejet des idéologies nationalistes et des illusions démocratiques.

Dans leur lutte, les ouvriers du Zimbabwe ont montré que leurs intérêts n'étaient pas liés au gouvernement Mugabe mais directement opposés à lui. Cette critique pratique - en continuité avec les dockers en Angola, en lutte contre le MPLA et avec les employés du secteur public au Mozambique contre le leader "révolutionnaire" Machel - est le guide le plus sûr et une expérience pour les ouvriers du centre capitaliste africain, l'Afrique du Sud. Le combat des ouvriers au Zimbabwe montre comment leurs frères de classe sud-africains doivent considérer tous les représentants de l'Etat - qu'ils soient les derniers bastions de la domination de la minorité blanche ou les aspirants leaders nationalistes noirs : qui deviendront les Mugabe et les Machel de demain.

Liz Connell

(Traduit de World Revolution n°31)

NOTE

(1) Mouvement de libération nationale dont Mugabe est l'animateur.

RAPPORT SUR LA SITUATION EN FRANCE

Nous publions ci-dessous la première partie du rapport sur la situation en France adopté par le 4^e congrès de R.I. Les autres parties traitant de la lutte de classe, de la crise politique de la bourgeoisie et des perspectives seront publiées dans le prochain numéro de R.I.

● En ce début des années 80, la société s'achemine désormais vers les premiers affrontements de classe, préludes des affrontements généralisés dans lesquels se jouera directement l'avenir de l'humanité, guerre ou révolution.

Aussi, au moment d'essayer de voir quelle peut être l'évolution de la situation en France dans les 2 ans à venir, est-il possible d'imaginer que celle-ci puisse s'inscrire dans un cours différent de celui qui tend à s'imposer internationalement?

Personne, en effet, ne peut sérieusement penser, que la cinquième puissance économique mondiale - dont le commerce se fait pour deux tiers avec les pays développés déjà ébranlés par la nouvelle vague récessionniste et pour un tiers avec les pays du tiers-monde généralement en faillite - puisse ne pas être frappée à son tour et de plein

fouet par la nouvelle récession mondiale. Personne ne peut imaginer sérieusement que ce pilier de l'impérialisme occidental - qui s'est révélé, ces dernières années, gendarme efficace et diplomate zélé dans la défense des intérêts du bloc US face au bloc russe, en Afrique et au Moyen-Orient - puisse ne pas participer à l'effort guerrier que doit fournir le bloc occidental, même s'il cherchera à faire jouer son importance pour en retirer le "maximum" d'avantages. Personne, enfin, ne peut penser sérieusement que la bourgeoisie de ce pays situé au centre des enjeux inter-impérialistes, confrontée à de nouvelles difficultés économiques, puisse se payer le luxe de ne pas résolument chercher à affaiblir, contenir, écraser la résistance que le prolétariat lui oppose depuis la fin des années soixante et qui tend à s'affirmer avec plus de force et de lucidité.

Ceci, pourtant, ne nous dispense pas d'essayer de voir à quel rythme et sous quelle forme les tendances générales qui commandent la marche en avant de la société vers les affrontements de classe décisifs, se concrétisent en France.

c) Quand on regarde l'évolution des taux d'inflation, on constate un même type d'évolution moyenne. L'inflation

en France restant moindre qu'aux USA, en G.B. et en Italie.

	USA	JAPON	RFA	FR.	G.B.	IT.
1976	- 9,3	+ 9,9	+16,6	- 4,7	- 6,4	- 4
1977	- 30,9	+ 17,3	+19,7	- 2,8	- 3	+ 0,1
1978	- 34,2	+ 24,6	+25,5	+ 1,6	- 2,3	+ 2,9
1979	- 30,1	+ 2,8	+19	- 4,7	- 6,2	+ 1,1

d) Si l'on regarde l'évolution des balances commerciales, on se rend compte que ce n'est qu'en 79 que le déficit de la balance commerciale française prend une ampleur vraiment "inquiétante".

e) Et si l'on ajoute enfin à ces données que la France conservait en 79 une balance des paiements encore équilibrée; un déficit du budget de l'Etat important mais moindre que ceux des USA, du Japon, de la RFA, de la G.B. et de l'Italie; une monnaie encore stable; un taux d'épargne relativement important, bien qu'en baisse dans tous les pays, et qu'elle avait retrouvé une capacité d'exportations qui la plaçait à nouveau au 3^e rang mondial à égalité avec le Japon, on peut se convaincre que :

- de 76 à 79-début 80, le capital français a réussi à sortir assez bien son épingle du jeu;
- la bourgeoisie de ce pays dispose encore sur le plan économique d'une marge de manoeuvre qui, pour être de plus en plus étroite, n'en reste pas moins réelle.

Ces résultats relativement positifs de l'économie française dans le cadre d'un approfondissement de la crise, ne sont pas, bien entendu, le fruit du hasard. Mais ceux d'une politique résolument prise en charge par l'Etat et orientée vers la recherche maximale de la compétitivité des marchandises sur le marché mondial; politique caractéristique de la période mais qui a été conduite de façon plus résolue et plus "intelligente" qu'ailleurs.

Plus résolue : en effet, depuis 76, date de l'arrivée au gouvernement de Barre, l'Etat s'est attaché systématiquement à :

- réduire l'endettement des entreprises et de l'économie;
- éliminer les secteurs et entreprises jugés non rentables, car trop archaïques (textile, chaussures, papier-carton...) ou trop endettés;
- soutenir les secteurs-clés (armement, automobile, électro-nucléaire, téléphone...) et de façon générale toutes les entreprises génératrices de devises.

Plus "intelligente" : car indépendamment de ces résultats positifs (endettement

supportable, monnaie stable, reprise des investissements, augmentation de la productivité, diminution du niveau de vie de la classe ouvrière) ou de ces résultats négatifs (déficit de la balance commerciale, maintien de l'inflation et forte augmentation du chômage), cette politique de l'Etat a été conduite en tenant compte pas à pas des évolutions économiques internes et externes ainsi que de l'évolution du mécontentement social et des échéances électorales. Ce qui a permis à l'Etat de prendre aux moments relativement les plus opportuns les mesures qui s'imposaient, telles que : recours à l'encaissement du crédit, refus ou octroi des prêts d'Etat assortis d'opérations de "dégraissage", prise en charge de mouvements de restructuration (sidérurgie) ou de concentration de l'industrie avec prise de participation fréquente (pétrole, pharmacie, automobile, camions, mécanique lourde, téléphone, informatique, chimie, nucléaire), libération progressive des prix, blocage progressif puis diminution des salaires, réduction des indemnités de chômage, etc.

Cette période a donc été aussi une période d'aggravation sévère des conditions de "vie" de la classe ouvrière. Mais, contrairement à une idée assez répandue parmi nous, jusqu'à ces derniers temps, cette attaque qui s'est faite au travers de la baisse du pouvoir d'achat, de l'augmentation du chômage, de l'augmentation des cadences et de mesures d'austérité générales (éducation, santé, services publics), a été moindre que dans des pays comme la G.B. et l'Espagne. Elle s'est développée de façon progressive et a été habilement conduite : l'Etat intervenant ici et là pour accorder des primes sélectives pour "compenser" la baisse du pouvoir d'achat de telle ou telle catégorie "défavorisée"; l'Etat organisant des stages de formation professionnelle "rémunérés" pour rationaliser et surtout masquer la progression du chômage; l'Etat favorisant au maximum la mise en pré-retraite, l'expulsion illégale puis légale des travailleurs immigrés... et privilégiant en règle générale l'attaque à la périphérie de la classe ouvrière plutôt qu'en son centre.

SUITE P. 2

EVOLUTION DU CAPITAL FRANCAIS DEPUIS 76

Dans la phase de stagnation de l'économie mondiale qui a suivi la "reprise" de 76 - elle-même consécutive à la récession de 74-75 - le capital français s'est beaucoup mieux comporté que nous le prévoyions au 3^e congrès de Révolution Internationale, à une époque où nous avions tendance à surestimer le rythme d'accélération de la crise et où nous pensions, non sans raison, que la France - moins bien lotie que les USA, le Japon, la RFA, deviendrait le "nouvel homme malade de l'Europe".

En effet, comme le montre une étude même rapide des principaux indicateurs de la santé de l'économie bourgeoise,

le capital français de 76 à 79 - début 80, s'est situé dans une position moyenne relativement aux autres grandes puissances économiques du bloc occidental :

a) Si on regarde l'évolution des taux de croissance depuis 76 en France, on s'aperçoit que, si ces derniers ont été bien moins importants que ceux de l'Allemagne de l'ouest et du Japon, ils n'ont pas cessé de plafonner aux alentours de la moyenne des taux de croissance des pays de l'OCDE : soit + 5 % en 76, + 3 % en 77, + 3 % en 78, + 3,5 % en 79.

en RFA, cette progression s'est située, sauf en 79, en-dessous de celle aux USA et en Grande-Bretagne, et toujours en-dessous de celle qui s'est produite en Italie.

	USA	JAPON	RFA	FR.	G.B.	IT.	Moyenne
1976	7,8%	2 %	4,5%	4,3%	5,5%	3,7%	4,3%
1977	6,6%	2,1%	4,6%	4,9%	5,8%	7,5%	5,3%
1978	6,1%	2,3%	4,2%	5,7%	5,5%	7,3%	5,3%
1979	5,8%	2,3%	3,4%	6,1%	5,2%	8 %	5 %

b) Quand on regarde l'évolution des taux de chômage, on se rend compte (cf. tableau) que si, ceux de la France traduisent une progression nettement plus forte du chômage que celle au Japon et

	USA	JAPON	RFA	FR.	G.B.	IT.	Moyenne
1976	+ 5,8%	+ 9,3%	+ 4,5%	+ 9,6%	+ 16,5%	+ 16,5%	+ 10,3%
1977	+ 6,5%	+ 8,1%	+ 3,9%	+ 9,4%	+ 15,9%	+ 17 %	+ 10 %
1978	+ 17,7%	+ 3,8%	+ 2,6%	+ 9,1%	+ 8,3%	+ 12,1%	+ 8,8%
1979	+ 12,2%	+ 4,2%	+ 5,7%	+ 11,3%	+ 17,2%	+ 16,9%	+ 11,2%

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" - partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.